

# 1. Situation et enjeux économiques

Pour la République tchèque, l'entrée dans l'Union européenne a marqué la fin de la transition vers l'économie de marché. Les institutions, les politiques et, de façon plus générale, le rôle de l'État sur les marchés et la structure de l'activité économique ne sont plus guère différents de ce que l'on observe dans bien d'autres pays de l'OCDE. De plus, des résultats remarquables ont été obtenus sur le plan de l'inflation. Dans des conditions aussi favorables, le processus de rattrapage devrait logiquement être rapide. Le PIB par habitant de la République tchèque est très inférieur à celui des pays les plus prospères de l'OCDE et, si les conditions s'y prêtent, l'économie devrait disposer d'une confortable marge de croissance vis-à-vis des pays à revenu par habitant élevé. La croissance assez forte de ces dernières années est un signe positif dans la mesure où elle indique que le rattrapage est en cours, mais les résultats médiocres observés sur le long terme interdisent tout excès d'optimisme. Enfin, le climat politique actuel est dans l'ensemble favorable à des actions visant à résoudre les grands problèmes économiques, même si le mouvement de réforme a souvent été entravé jusqu'ici par des complications politiques (encadré 1.1).

## La croissance s'accélère

La croissance est assez forte depuis quelques années. En 2003, elle a atteint 3.1 pour cent, et pratiquement autant en termes de PIB par habitant - la croissance de la population est actuellement proche de zéro<sup>1</sup>. Le rythme de progression du PIB devrait être plus soutenu cette année et au moins jusqu'en 2006, grâce à une reprise très encourageante de l'investissement et des exportations. La prévision de l'OCDE établie à l'automne 2004 table sur une croissance de 3.9 pour cent en 2004 et sur une expansion de 4.2 pour cent et 4.1 pour cent respectivement en 2005 et 2006 (encadré 1.2). D'autres prévisions indiquent des valeurs comparables; ainsi, dans le numéro de juillet 2004 du *Rapport sur l'inflation* qu'elle publie tous les trimestres, la Banque centrale prévoit aussi une croissance proche de 4 pour cent pour 2004 et 2005 (Banque nationale tchèque, 2004). Dans ses prévisions d'octobre 2004, le ministère des Finances, dont les estimations ont toujours été prudentes, annonce une croissance annuelle de 3.8 pour cent en 2004 et de 3.6 pour cent en 2005.

Cependant, sur le long terme, le taux de croissance moyen est plus modeste et il semble que les résultats encourageants de ces dernières années ne

### Encadré 1.1. La situation politique

Après les élections au Parlement européen en juin (où les partis de la coalition n'ont obtenu que 4 des 24 sièges à pourvoir), des remaniements ont eu lieu à la tête du Parti social-démocrate tchèque (SCCD) et de l'Union pour la liberté. À la fin du mois, Vladimír Špidla a annoncé qu'il abandonnait ses fonctions de Premier ministre et de président du CSSD – en raison principalement de la perte de confiance du CSSD à l'égard de la coalition gouvernementale – et le gouvernement a donné officiellement sa démission le 1<sup>er</sup> juillet. Stanislav Gross (ancien vice-président du CSSD et ministre de l'Intérieur) a pris la tête du CSSD et, le 26 juillet 2004, le président de la République tchèque l'a nommé Premier ministre. Gross a engagé des négociations pour former un nouveau gouvernement avec les membres qui formaient la précédente coalition de centre-droit, le Parti démocrate chrétien (KDU-CSL) et l'Union pour la liberté. Le nouveau cabinet nommé par le président le 4 août se compose de 18 membres, dont 12 appartenant au CSSD, 3 au KDU-CSL et 3 à l'Union pour la liberté. Plusieurs changements importants ont été apportés aux fonctions de vice-Premier ministre; le ministre des Finances a perdu sa qualité de vice-Premier ministre, et Martin Jahn, qui était auparavant à la tête de CzechInvest, est devenu ministre de l'Économie. Le nouveau gouvernement a obtenu le vote de confiance du Parlement le 24 août, mais il ne peut une fois plus compter que sur une très courte majorité (de 101 sièges sur les 200 que compte la Chambre basse).

Pour le moment, le nouveau gouvernement s'est contenté d'esquisser ses grandes priorités, mais celles-ci reflètent à maints égards celles de la coalition précédente – en particulier, et c'est important, l'accent mis sur l'assainissement des finances publiques. Le nouveau gouvernement se déclare aussi globalement favorable aux réformes économiques d'inspiration libérale et le principal parti d'opposition se place dans la même perspective. Cependant, bien que les orientations générales du changement soient dans une marge mesure partagées, les positions politiques des uns et des autres risquent de rendre l'accord concrètement difficile, aussi bien au sein du gouvernement que devant le Parlement. Lorsqu'il ne dispose que d'une majorité parlementaire étroite, le gouvernement est souvent contraint de rechercher l'appui des partis d'opposition s'il veut que ses projets de loi aient une chance d'être adoptés, comme en témoigne la commission pluripartite sur la réforme des retraites que la coalition précédente avait créée au début de l'année.

soient pas appelés à durer. Entre 1995 et 2003, la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant est restée inférieure à 2 pour cent, soit un peu moins que dans la zone euro et aux États-Unis, et près de 2 points de pourcentage de moins que chez les voisins hongrois, polonais et slovaque (graphique 1.1). Ce résultat s'explique dans une certaine mesure par des circonstances spéciales. La pratique des prêts à taux privilégiés et la crise bancaire et économique qui en a résulté se sont traduites par une croissance négative en 1997 et 1998, qui a été bien plus marquée que dans les autres pays de Visegrad. De plus, les efforts pour faire baisser

Encadré 1.2. **Prévisions économiques de l'OCDE, automne 2004****Demande, prix et production**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Prix courants, milliards de CZK	Pourcentage de variation, volume (prix de 1995)				
Consommation privée	1 192.3	2.8	4.9	3.5	3.6	3.6
Consommation publique	513.0	4.5	2.2	0.4	0.2	0.5
Formation brute de capital fixe	638.6	3.4	7.4	9.5	7.2	6.0
Demande intérieure finale	2 343.9	3.3	4.9	4.1	3.7	3.6
Formation de stocks <sup>1</sup>	30.0	0.1	0.4	0.6	0.0	0.0
Demande intérieure totale	2 374.0	2.8	4.2	4.5	3.7	3.6
Exportations de biens et services	1 539.3	2.7	6.2	16.7	12.0	10.5
Importations de biens et services	1 598.0	4.9	7.8	17.3	11.2	9.6
Solde extérieur <sup>1</sup>	58.7	2.2	2.2	2.7	0.9	0.6
PIB aux prix du marché	2 315.3	1.5	3.1	3.9	4.2	4.1
Déflateur du PIB	–	2.8	1.7	4.1	1.5	1.6
<i>Pour mémoire :</i>						
Indice des prix à la consommation	–	1.8	0.1	3.0	3.1	3.0
Déflateur des prix de la consommation privée	–	0.7	0.7	2.1	2.5	2.4
Taux de chômage	–	7.3	7.8	8.4	8.3	8.2
Solde financier des administrations publiques <sup>2,3</sup>	–	6.8	12.6	4.3	4.6	4.0
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	–	5.6	6.2	6.5	6.6	6.4

*Note :* Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE : Sources et méthodes*, ([www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods)).

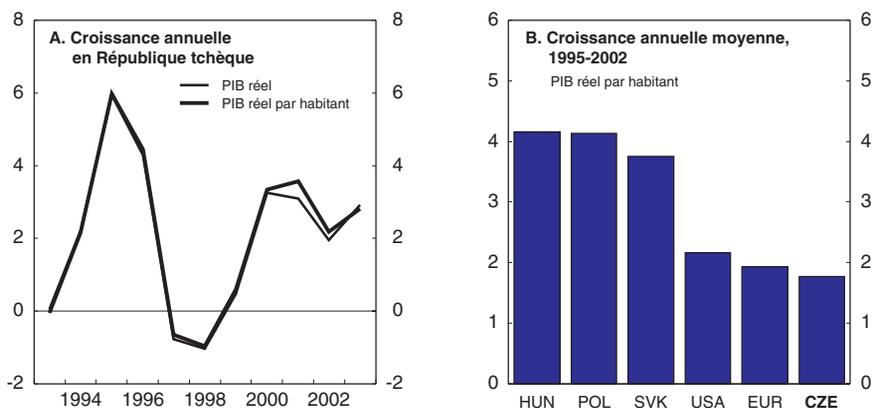
- Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB réel de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
- En pourcentage du PIB.
- Depuis le changement de méthodologie en 2004, les garanties d'État à haut risque sont classées comme transferts de capitaux dès qu'elles sont activées pour la première fois. En 2003, l'activation de garanties principalement sur le secteur bancaire explique environ 7.7 points de pourcentage du déficit.

*Source :* Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.

l'inflation ont été plus vigoureux en République tchèque, ce qui a peut-être freiné la croissance. Cela étant, le taux de croissance à long terme donne à penser que les résultats plus encourageants de ces dernières années ne pourront être maintenus que si les pouvoirs publics interviennent sur plusieurs fronts.

Si le rythme actuel de croissance se maintient, ou mieux s'il s'accélère, la convergence réelle pourra alors véritablement s'amorcer. À titre d'exemple, si le PIB par habitant continue de progresser aux alentours de 2 pour cent dans la zone

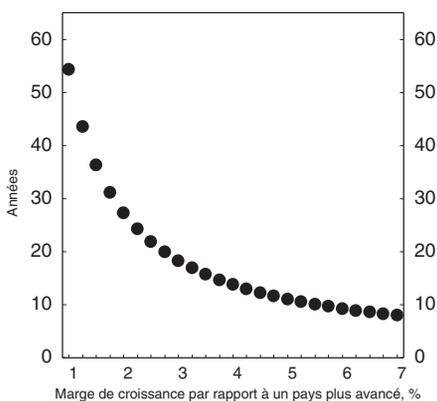
Graphique 1.1. **Croissance de la production**  
Pourcentage



Source : OCDE, Base de données des comptes nationaux annuels.

euro et de 3 pour cent en République tchèque, le mouvement de convergence réelle sera pratiquement achevé en une cinquantaine d'années. Un taux de croissance de 4 pour cent en République tchèque raccourcirait de moitié la période de rattrapage (graphique 1.2).

Graphique 1.2. **Durée de la période de rattrapage<sup>1</sup>**



1. Les estimations reposent sur une formule de croissance composée simplifiée. On suppose que le ratio initial du PIB par habitant (pays plus avancé/République tchèque) est de 1.7 et que la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant du pays plus avancé est de 2 pour cent.

Source : OCDE ; Nations unies, *Perspectives démographiques mondiales 1950-2050* (Révision de 2002).

## Les conditions monétaires sont satisfaisantes

La République tchèque a connu une inflation relativement stable et basse tout au long du processus de transition économique. Les prix ont fortement augmenté après les premières mesures de libéralisation, mais l'inflation a par la suite été maintenue au-dessous de 10 pour cent, à la différence de ce qui s'est passé en Pologne et en Hongrie, où il a fallu beaucoup plus de temps pour juguler une forte poussée des prix. En 1998, l'inflation a accusé une forte baisse et elle est restée inférieure à 5 pour cent depuis lors (graphique 1.3). Si l'on en juge par le niveau actuel des taux d'intérêt réels, également bas, les marchés financiers tablent sur la persistance d'une inflation faible.

L'aspect le plus frappant de la situation monétaire au cours des deux dernières années est que la hausse des prix est restée longtemps au-dessous de la fourchette fixée par la Banque centrale dans le cadre de son dispositif de ciblage de l'inflation. L'évolution des prix réglementés, qui devaient contribuer pour environ 1 à 1.5 point de pourcentage à la hausse de l'IPC mais qui ont en fait baissé, explique en partie ce phénomène. La forte chute des prix agricoles due à l'appréciation de la monnaie et à l'abondance des récoltes y a également contribué. En dehors de ces facteurs exogènes, la Banque centrale admet maintenant, avec le recul, qu'elle a surestimé la rigidité des prix à la baisse. Elle a depuis lors renforcé la sensibilité de certains prix à un écart de production négatif dans son système de modélisation.

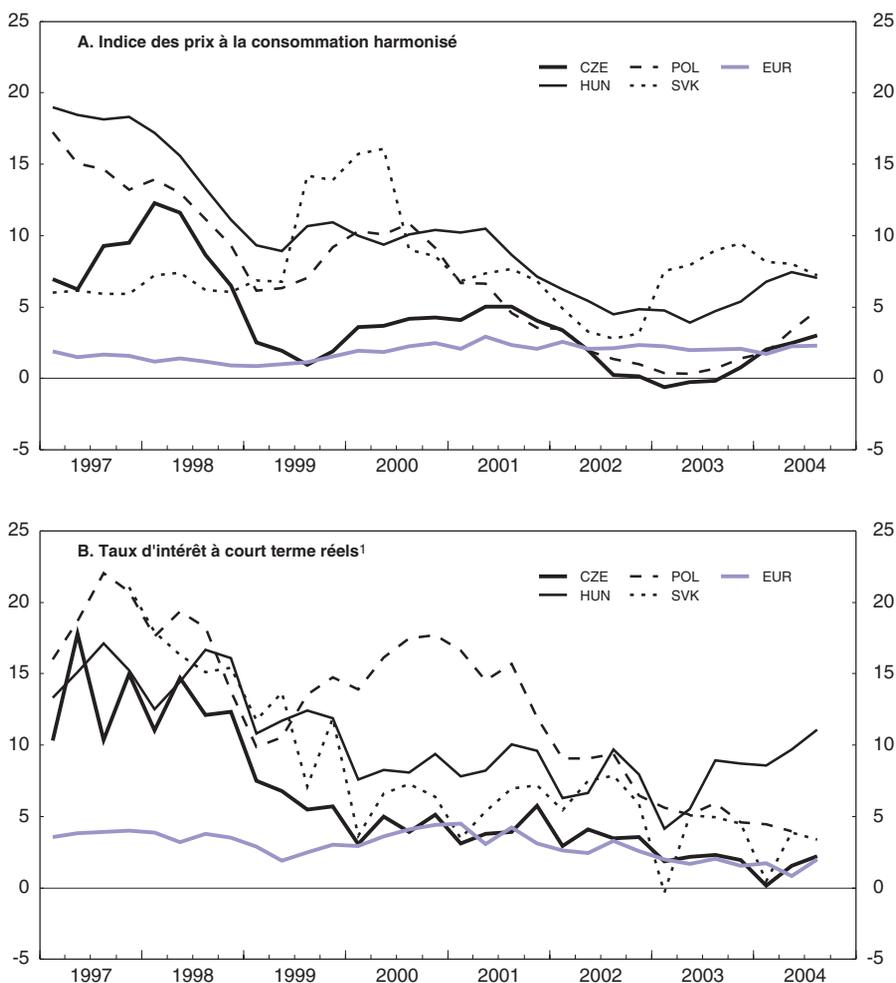
## Politique budgétaire et réforme des dépenses publiques

### *La situation budgétaire appelle une amélioration*

La situation des finances publiques s'étant détériorée, le rééquilibrage durable du budget est l'une des grandes tâches qui attendent les autorités. Pendant la majeure partie des années 90, le désengagement progressif de l'État de la vie économique s'est traduit par une baisse des dépenses publiques en proportion du PIB, mais celles-ci ont augmenté depuis 1999. D'après les comptes ajustés établis par le ministère des Finances sur la base des paiements, les dépenses des administrations publiques représentaient près de 40 pour cent du PIB en 1998 et plus de 45 pour cent en 2003 (graphique 1.4). La progression tient davantage aux dépenses courantes (services et transferts) qu'aux dépenses d'équipement ou au service de la dette, ce dernier conservant des proportions relativement modestes étant donné la faiblesse des taux d'intérêt et le niveau encore modéré de l'endettement (voir ci-après).

Le déficit croissant des administrations publiques se reflète essentiellement dans le déficit croissant du budget de l'État. Comme le montre le graphique 1.4, en effet, ces déficits sont étroitement corrélés, ce qui signifie, d'un point de vue comptable tout au moins, que l'origine du problème ne se trouve

Graphique 1.3. Inflation et taux d'intérêt  
Pourcentage



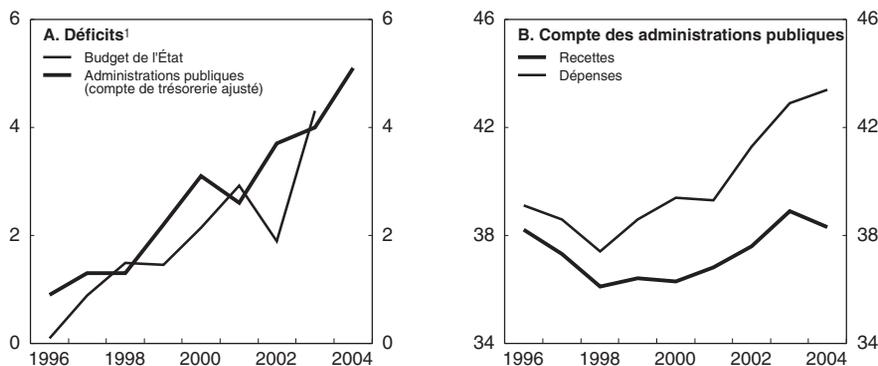
1. Taux interbancaires à trois mois corrigés du taux d'inflation trimestriel des prix à la consommation harmonisé. Pour la Hongrie, rendement des bons du Trésor à 90 jours. Pour la zone euro, moyenne pondérée des taux nationaux avant 1999, de l'EUR 11 jusqu'en 2000 et de l'EUR 12 à partir de 2001.

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

pas principalement dans les déficits croissants des fonds d'assurance sociale et des fonds extrabudgétaires, ni dans les déficits des administrations régionales et municipales. Cependant, des transferts du budget de l'État servent parfois à masquer les pertes d'autres organismes publics tels que les caisses d'assurance-maladie.

### Graphique 1.4. Tendances du déficit budgétaire et des dépenses et recettes publiques

Pourcentage du PIB



1. Le déficit des administrations publiques est celui du compte de trésorerie SFP ajusté par le ministère des Finances. Le déficit de l'État est celui du compte de trésorerie SFP approuvé par le Parlement.

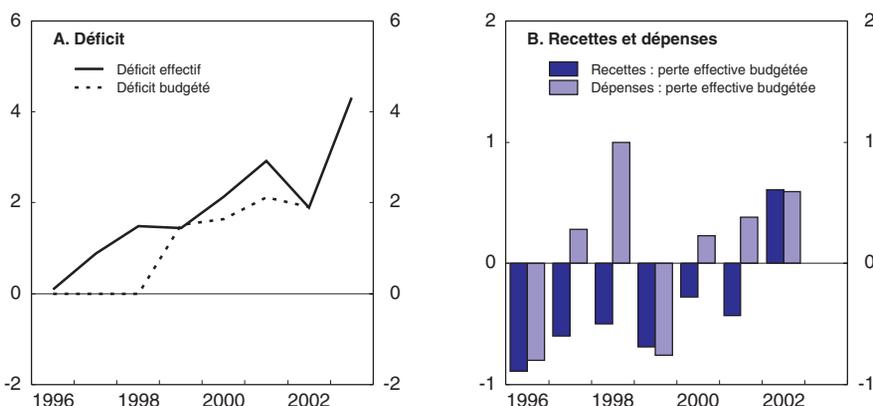
Source : Office statistique tchèque.

Par conséquent, dans une certaine mesure les déficits sont générés dans des comptes extérieurs au budget de l'État, mais finissent par être comptabilisés dans celui-ci.

Comme on pouvait s'y attendre, l'accroissement des déficits a rarement coïncidé avec les prévisions. En 1997 et en 1998, alors que le budget de l'État devait être équilibré, il a accusé un solde déficitaire, les recettes ayant été surestimées et les dépenses, sous-estimées (graphique 1.5). En 1999, les autorités semblaient avoir renoncé à programmer un budget équilibré, revenant à une approche plus réaliste des déficits, mais en 2000 et 2001, les mêmes erreurs de prévision, à savoir une surestimation des recettes et une sous-estimation des dépenses, se sont reproduites. En 2002, le déficit s'est avéré conforme aux prévisions, malgré une progression inattendue des recettes comme des dépenses. Quant aux résultats budgétaires de 2003, ils reflètent à la fois des rentrées de TVA plus importantes que prévu et des dépenses également supérieures aux prévisions du fait des réparations que l'État a été condamné à verser par décision de justice et des dégâts causés par les inondations (pour de plus amples détails, voir le chapitre 2).

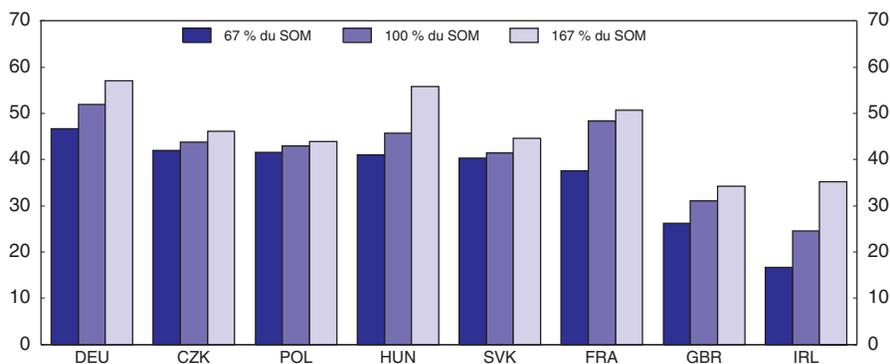
L'insuffisance des recettes révèle une faible marge de manœuvre sur le plan fiscal. Les prélèvements sur le travail, notamment les lourdes cotisations sociales à la charge des employeurs et des salariés, atteignent déjà un niveau assez élevé (graphique 1.6), de sorte que toute nouvelle hausse pèserait encore

Graphique 1.5. **Déficits prévus et effectifs du budget de l'État**  
Pourcentage du PIB



Source : Office statistique tchèque.

Graphique 1.6. **Coin fiscal moyen supporté par un célibataire, 2003<sup>1</sup>**  
Pourcentage des coûts de main-d'œuvre



1. Le coin fiscal représente l'impôt sur le revenu majoré des cotisations sociales salariales et patronales et minoré des prestations monétaires, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre. Les coins fiscaux ont été calculés pour différents pourcentages du salaire de l'ouvrier moyen (SOM). Les données sont classées pour le coin fiscal calculé à 67 pour cent du salaire de l'ouvrier moyen.

Source : OCDE, *Les impôts sur les salaires : 2002-2003*.

davantage sur les coûts de main-d'œuvre, au risque de provoquer des glissements vers une économie parallèle déjà développée. De plus, le souci de préserver la compétitivité internationale empêche d'envisager un alourdissement de la fiscalité des entreprises. Du reste, à 28 pour cent, le taux de l'impôt sur les socié-

tés est déjà élevé en comparaison des autres pays de la région (cette question est examinée plus avant dans le chapitre 2).

Malgré l'accroissement des déficits, l'endettement n'atteint pas encore des niveaux alarmants. La dette des administrations publiques représentait un peu moins de 22 pour cent du PIB en 2003 dans l'optique SFP86, bien qu'un chiffre plus élevé, proche de 40 pour cent, apparaisse dans les comptes établis selon le SEC95 (l'estimation SEC reflète, pour environ 10 points de pourcentage, les garanties accordées par l'État). En comparaison de beaucoup d'autres pays de l'OCDE qui vont devoir procéder à des rééquilibrages douloureux pour ramener leur endettement à un niveau viable pendant la phase de déclin démographique qu'ils vont connaître, la République tchèque se trouve dans une situation bien plus confortable qu'elle devrait se garder de compromettre en différant les réformes budgétaires nécessaires (chapitre 2).

### ***Le vieillissement de la population ajoute aux difficultés budgétaires***

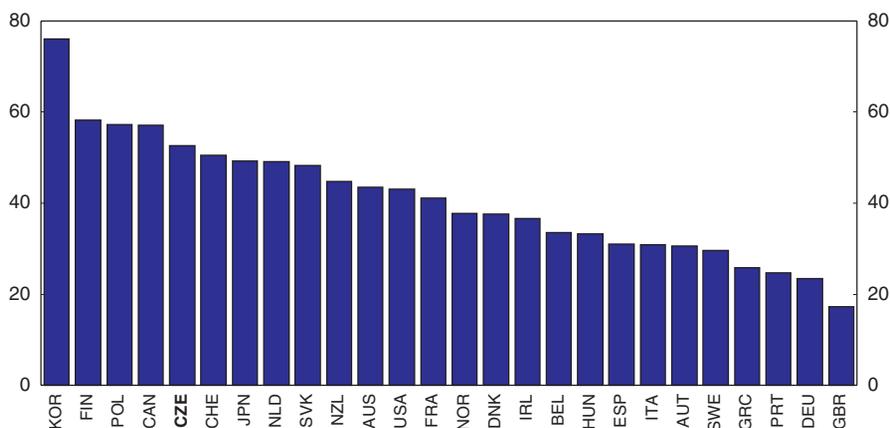
Le vieillissement de la population est déjà plus avancé en République tchèque que dans la plupart des autres pays européens membres de l'OCDE, et il risque de freiner de plus en plus la progression du PIB par habitant. Dans les quelques années qui viennent, la population d'âge actif va diminuer plus vite, à raison de ½ point de pourcentage environ, que la population totale, et cet écart est appelé à se creuser rapidement par la suite. Par conséquent, toute hausse du PIB par habitant ne pourra venir que d'une progression plus rapide de la production par tête de la population d'âge actif ou de gains de productivité supplémentaires. Le vieillissement démographique pose évidemment des problèmes particuliers pour les budgets publics. D'ici 2020, le rapport de dépendance économique des personnes âgées aura augmenté de plus de 50 pour cent, une progression parmi les plus fortes de la zone de l'OCDE, ce qui conduit à s'interroger sur la viabilité des systèmes publics de retraite et de santé (graphique 1.7). Le vieillissement pose aussi des questions générales sur le contenu à donner à la politique familiale et sur la possibilité de recourir à la politique migratoire pour atténuer le processus (chapitre 6).

### **Des mesures pour faciliter l'entrée dans la zone euro**

#### ***Il y aurait beaucoup à gagner à long terme d'une adhésion à l'euro***

Pour la République tchèque, les principaux avantages à long terme de l'adhésion à l'euro viendront de l'élimination des risques de change qui accompagnent une bonne partie de ses volumineux flux commerciaux et financiers et d'une plus grande transparence dans les comparaisons internationales de coûts et de prix. En plus de supprimer les frais de couverture quotidiens, l'entrée dans la zone euro réduirait le risque de turbulences monétaires et d'instabilité dans le

Graphique 1.7. **Pourcentage d'augmentation de dépendance économique des personnes âgées à l'horizon 2020<sup>1</sup>**



1. Pourcentage d'augmentation entre 2004 et 2020 du rapport entre la population de 60 ans et plus et la population de 20-59 ans.

Source : Nations unies, *Perspectives démographiques mondiales 1950-2050* (Révision de 2002).

secteur financier induit par les fortes fluctuations du taux de change liées à des mouvements de capitaux de grande ampleur. Elle aurait aussi pour effet d'augmenter la pression en faveur d'un assainissement budgétaire durable<sup>2</sup>.

De fait, les gains à attendre de l'adhésion à une zone monétaire commune apparaissent aujourd'hui plus importants que beaucoup ne le pensaient auparavant. Jusqu'à une date récente, l'idée était couramment admise que l'élimination du risque de change n'avait pas d'incidence positive très marquée sur les échanges. Cependant, depuis quelques années, de nouvelles recherches semblent plutôt indiquer le contraire<sup>3</sup>. Micco *et al.* (2003), par exemple, se sont intéressés aux 12 pays de l'UEM et ont conclu que l'adoption d'une monnaie commune entraînait une augmentation du niveau des échanges d'environ 15 pour cent par rapport à ce que l'on pourrait attendre compte tenu de la croissance de la demande et d'autres facteurs.

### **Mais l'entrée dans la zone euro pose aussi des problèmes pour la politique macroéconomique**

Les conditions d'entrée dans la zone euro constituent un sérieux défi pour la politique monétaire et budgétaire, notamment en termes de stratégie et de calendrier. Quatre problèmes étroitement liés sont examinés au chapitre 3 :

- Le respect des critères budgétaires de Maastricht passe par un rééquilibrage durable des finances publiques. Comme le souligne la section

précédente, maintenir le rythme des réformes budgétaires sera le principal objectif à poursuivre au plan macroéconomique pour améliorer les perspectives de croissance. Autrement dit, ce ne sont pas des mesures temporaires mais des coupes durables dans les dépenses et des gains d'efficacité dans les services publics qui doivent permettre de satisfaire aux critères de Maastricht.

- Les mesures prises pour remplir les conditions d'adhésion en matière d'inflation ne devraient pas perturber le cycle économique. Ainsi, un coup de frein inopportun donné à l'économie réelle pour satisfaire au critère de stabilité des prix pourrait imposer un coût d'entrée inutile en termes de production réelle. L'existence d'un large écart d'inflation inhérent au processus de rattrapage (effet Balassa-Samuelson) constitue une complication supplémentaire.
- Le passage à l'euro doit se faire à un taux de change approprié. En particulier, un taux de conversion nettement plus élevé que ne le justifient les données fondamentales de l'économie peut nuire durablement aux exportations, car les prix intérieurs doivent alors s'ajuster à la baisse par rapport à ceux des partenaires commerciaux, et le processus peut s'avérer long et pénible si les prix font preuve de rigidité.
- La convergence conjoncturelle avec la zone euro doit être suffisante au moment de l'entrée pour que la politique monétaire commune soit compatible avec la situation économique du nouveau membre. Le problème est assez délicat, car si les cycles conjoncturels ne sont pas parfaitement synchronisés, la politique monétaire commune risque d'être inadaptée, mais, d'un autre côté, entrer dans la zone euro peut aussi faciliter la convergence<sup>4</sup>. De ce point de vue, le moment « optimal » du passage à l'euro se situe donc probablement un peu avant que la convergence ne soit complète.

## **Améliorer la politique à l'égard des entreprises**

### ***La croissance de la productivité des entreprises est une condition essentielle du rattrapage***

C'est essentiellement par des gains de productivité dans le secteur des entreprises que s'opérera le rattrapage. Le PIB tchèque par habitant représente environ 70 pour cent de celui de l'UE à 25, mais il est beaucoup plus faible que dans les pays à PIB par habitant élevé, qu'ils soient ou non membres de l'UE. Ainsi, on estime qu'il atteint à peine un peu plus de 40 pour cent du PIB par habitant des États-Unis<sup>5</sup>. L'écart ne pourra être que partiellement comblé par une utilisation accrue de la main-d'œuvre. Si le taux d'emploi augmentait de quelque 10 pour cent, ce qui paraît possible (voir ci-après), cela ne réduirait que d'un cinquième environ l'écart entre les revenus réels. Le reste du rattrapage passe donc

par un accroissement de la productivité, qui incombe avant tout au secteur des entreprises. Dans ce contexte, les industries manufacturières exportatrices sont appelées à conserver un rôle de premier plan, non seulement en continuant d'attirer des entreprises à forte productivité, mais aussi en exposant le secteur intérieur à la concurrence et aux meilleures pratiques internationales (encadré 1.3).

### ***Et plusieurs améliorations notables devront être apportées au cadre dans lequel évoluent les entreprises***

La croissance de la productivité dans le secteur des entreprises dépend de toute une série de mesures. Pour commencer, un cadre général favorable est essentiel; de ce point de vue, les politiques macroéconomiques sont bien entendu déterminantes pour le niveau général des prix, les taux d'intérêt et les taux de change<sup>6</sup>. D'autre part, en République tchèque, les rigidités du marché du travail posent un problème important (voir plus loin). Enfin, d'autres mesures d'importance ont des conséquences plus immédiates pour les entreprises. Le chapitre 4 examine les principaux aspects suivants :

- **Le cadre juridique et administratif dans lequel opèrent les entreprises.** Il y a longtemps que l'on reproche à la législation et à la réglementation de ne pas s'attaquer correctement au problème des entreprises non viables. De même, le temps et l'énergie que demandent toutes les démarches à accomplir pour créer une entreprise font l'objet de critiques qui ne sont pas nouvelles. En outre, la lourdeur de la réglementation contribue sans doute à la mauvaise image de la République tchèque en matière de corruption dans la mesure où elle accroît les incitations à enfreindre les règles et à court-circuiter les procédures officielles.
- **Fiscalité des entreprises et aides ciblées.** La fiscalité et les aides spéciales sont les deux principaux leviers utilisés pour attirer les gros investissements. Il existe aussi des aides ciblées en faveur des petites entreprises nationales, par exemple pour leur permettre de développer des liens avec les grandes entreprises financées par l'IDE, à quoi s'ajoutent des mesures générales pour stimuler l'esprit d'entreprise dans l'économie.
- **Réglementation et administration des industries de réseau.** La République tchèque a déjà privatisé en partie les secteurs de l'énergie et des télécommunications, et elle a mis en place un cadre réglementaire pour encourager la concurrence. Cependant, comme on l'observe souvent ailleurs, ces efforts n'ont pas encore permis de créer un environnement très concurrentiel sur les marchés. Pour les entreprises et les ménages, cela se traduit souvent par des prix relativement élevés pour des services de qualité médiocre.

### Encadré 1.3. **Structure du secteur des entreprises en République tchèque**

À l'image de ce que l'on observe dans d'autres pays de la région, il y a de profondes différences entre les entreprises tchèques et leurs concurrentes étrangères installées dans le pays. Ces dernières sont généralement des entreprises de grande taille adossées à de puissantes multinationales. Les grandes entreprises nationales sortent souvent fragilisées de la période de transition et une multitude de petites et moyennes entreprises sont relativement peu ouvertes à la concurrence extérieure et aux nouveaux modèles économiques.

Dans le secteur manufacturier, ce sont les grandes entreprises sous contrôle étranger, tournées vers l'exportation, qui ont introduit de nouvelles techniques financières et commerciales, contribuant ainsi largement à la croissance de la productivité. Certains acteurs nationaux de grande taille, qui ont survécu à la transition, ont également réussi à s'imposer sur le marché international, souvent il est vrai grâce à des apports extérieurs de capitaux et d'expertise (cas de Skoda). L'évolution des exportations et de l'IDE illustre la montée en puissance impressionnante de la grande production manufacturière (dont les ventes à l'étranger représentent actuellement l'équivalent, en valeur, de plus de 65 pour cent du PIB). Depuis quelques années, les entrées d'IDE atteignent un niveau compris entre 9 et 12 pour cent du PIB par an au total (sauf en 2003 où les recettes des privatisations ont très fortement baissé), avec une part oscillant entre 1½ et 4 points de pourcentage pour le secteur manufacturier.

À côté de ce secteur manufacturier florissant, certaines grandes entreprises traditionnelles ont eu beaucoup de mal à surmonter le processus de transition, en particulier dans la sidérurgie et les mines de charbon. Autrefois largement soutenues par l'État, ces branches ont réussi à conserver leurs subventions non seulement grâce à de solides appuis politiques, mais aussi du fait des craintes qu'inspiraient les conséquences d'un effondrement brutal d'activités économiques caractérisées par une forte concentration géographique. Dans le même temps, cependant, un réseau de sous-traitants locaux (en règle générale des PME) a commencé à se former autour des nouvelles grandes entreprises industrielles, à la faveur notamment de mesures encourageant le rapprochement des producteurs étrangers et nationaux.

Dans certains services relevant du secteur privé, notamment la grande distribution et la banque, de grands groupes internationaux jouent déjà un rôle important sur le marché intérieur, où leurs activités à grande échelle contribuent à développer la concurrence et à diffuser des modèles économique innovants. En outre, la demande de services externalisés a ouvert des possibilités dans d'autres secteurs qui sont également confrontés, de cette manière, aux pratiques commerciales internationales. Dans les autres secteurs de services, le marché reste entre les mains de petits prestataires et l'efficacité économique dépend de l'intensité de la concurrence locale.

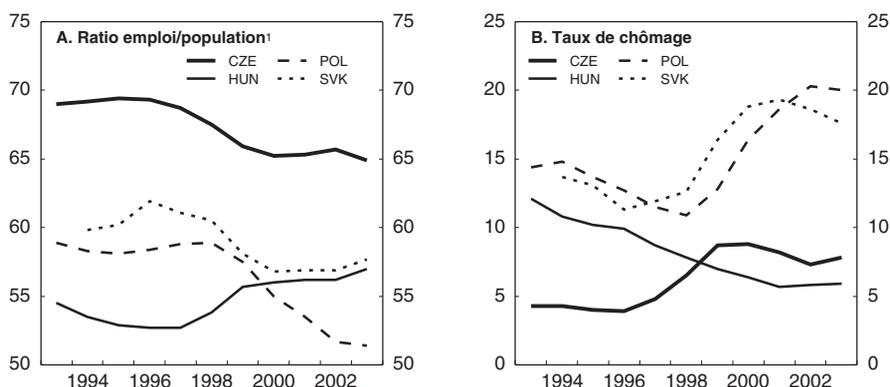
## Améliorer le redéploiement de la main-d'œuvre

### Le chômage structurel a fait son apparition

La sous-utilisation de la main-d'œuvre et les dysfonctionnements du marché du travail sont devenus de plus en plus manifestes ces dernières années. Au cours des années 90, le taux d'emploi s'est maintenu à un niveau relativement élevé et le chômage est resté bas (graphique 1.8). Si l'on a pu, dans un premier temps, en déduire que la République tchèque n'avait pas besoin de restructurer son marché du travail autant que les autres pays en transition, ou bien que la restructuration s'y déroulait beaucoup plus en douceur qu'ailleurs, cette vision des choses a depuis lors été démentie : le fort taux d'emploi et le faible taux de chômage reflétaient en fait un processus assez lent de réforme et d'ajustement de l'économie dans son ensemble. Quant à la lenteur de l'ajustement sur le marché du travail, elle dénotait de graves problèmes à ce niveau même. Depuis la crise macroéconomique de la fin des années 90, le taux de chômage a pratiquement doublé, et d'après les prévisions les plus récentes de l'OCDE, il s'établirait à plus de 8 pour cent en 2004. Il y a maintenant de nombreux chômeurs de longue durée : la part des personnes sans emploi depuis plus d'un an est passée à plus de 50 pour cent du total, soit l'un des taux les plus élevés des pays de l'OCDE.

Une grande partie des personnes qui perdent leur emploi par suite de compressions d'effectifs dans des secteurs en déclin ou des activités non viables quittent en fait la vie active par le biais du chômage de longue durée ou de la retraite anticipée. Cela tient en partie aux prestations généreuses de ces régimes

Graphique 1.8. Utilisation de la main-d'œuvre



1. Emploi et population du groupe d'âge de 15-64 ans.

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE.

et à leur facilité d'accès, mais les rigidités du marché du travail y sont aussi pour quelque chose, notamment la rigueur des règles de licenciement. Ces règles ont pour effet non seulement de réduire les perspectives d'emploi des chômeurs, mais aussi de rendre plus difficile l'amélioration de la productivité. En outre, le coin fiscal important qui pèse sur le travail bride la demande de main-d'œuvre et encourage à frauder le fisc en optant pour des solutions juridiques moins coûteuses qu'un contrat de travail en bonne et due forme ou bien pour le travail non déclaré. Enfin, beaucoup de bénéficiaires de l'aide sociale travaillent aussi dans l'économie souterraine, du fait de l'absence de véritables contrôles sur les critères de ressources et les obligations de recherche d'emploi. La loi sur l'emploi récemment adoptée vise à résoudre ce problème en durcissant les conditions de versement des prestations (chapitre 5).

La faible mobilité de la main-d'œuvre contribue aussi au gonflement du chômage et aux cessations d'activité, ainsi qu'en témoignent les larges poches de chômage qui sont apparues dans les régions anciennement industrialisées. C'est dans le nord de la Moravie et dans le nord-ouest de la Bohême, où de nombreuses restructurations et fermetures de sites ont eu lieu dans le secteur minier, la métallurgie et l'industrie lourde, que le chômage est le plus élevé. Depuis la fin des années 90, en particulier, les régions de Moraskoslezský et d'Ústecký connaissent des taux de chômage supérieurs à 13 pour cent – plus du triple du chiffre observé à Prague. La persistance d'écarts aussi considérables entre les taux de chômage régionaux donne à penser que les travailleurs dont l'emploi a été supprimé à la suite des restructurations ne sont guère incités à se déplacer vers les régions qui offrent de meilleures perspectives d'emploi. Du reste, les enquêtes montrent que les Tchèques répugnent à déménager pour des raisons professionnelles<sup>7</sup>. Le chapitre 5 étudie le rôle que jouent les loyers bon marché dans cette situation.

Les liens avec le marché du travail sont particulièrement ténus aux deux extrémités de la population d'âge actif, chez les plus jeunes et chez les plus âgés. Depuis 1995, le taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 59 ans est passé de 55 pour cent à plus de 56 pour cent, ce qui témoigne d'un attachement plutôt satisfaisant à l'emploi. Chez les jeunes, cependant, les taux de chômage sont élevés, et bien qu'il y ait de plus en plus d'étudiants, ceux qui entrent effectivement sur le marché du travail sont très nombreux à ne pas trouver d'emploi et connaissent souvent de longues périodes de chômage<sup>8</sup>. Dans la catégorie des 15-19 ans, le chômage frappe environ 30 pour cent des hommes et plus de 40 pour cent des femmes (chiffres de 2002) – deux chiffres très élevés au regard de la moyenne internationale<sup>9</sup>.

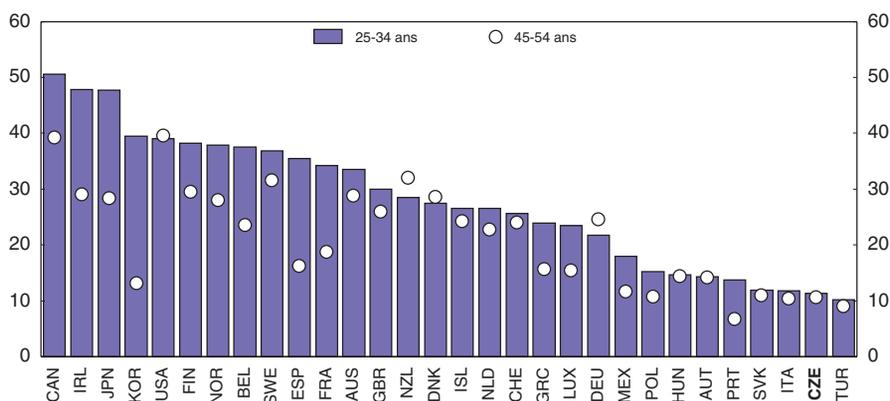
Dans quelle mesure est-il possible d'accroître l'utilisation du potentiel de travail en République tchèque? Des calculs récents de l'OCDE donnent à penser qu'on pourrait peut-être mobiliser l'équivalent de 10 points de pourcentage de la

population d'âge actif par une réduction du chômage et un relèvement des taux d'activité (OCDE, 2003b)<sup>10</sup>. La moitié environ des réserves se situent dans la tranche d'âge des 55-64 ans, ce qui souligne la nécessité de réformes visant à retarder l'âge légal de départ à la retraite et à limiter les cessations anticipées d'activité.

### Il y a un décalage structurel entre l'offre et la demande de qualifications

Le déséquilibre structurel que l'on constate entre les qualifications de la main-d'œuvre et celles que demandent les employeurs est un autre problème qui entrave le bon fonctionnement du marché du travail. Les chefs d'entreprise et la presse font souvent état de pénuries de main-d'œuvre qualifiée, et les travaux récents de chercheurs tchèques confirment cette situation (Observatoire national de l'emploi et de l'éducation, et Fonds national pour la formation, 2003). D'après ces derniers, les pénuries s'observent surtout dans les entreprises qui ont besoin d'ouvriers hautement qualifiés ainsi que parmi les spécialistes des TI, les programmeurs, les cadres et les ingénieurs<sup>11</sup>. Bien qu'elles soient pour partie inévitables dans un contexte de restructurations économiques, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée reflètent aussi les niveaux et profils d'instruction ainsi que les carences du système d'enseignement. La faiblesse de la formation est particulièrement visible au niveau de l'enseignement supérieur (graphique 1.9), où les taux d'inscription commencent tout juste à atteindre des niveaux comparables à ceux des autres pays de l'OCDE (chapitre 5). Il convient cependant de noter que, même si le pourcentage de personnes ayant fait des études supérieures universitaires

Graphique 1.9. Pourcentage de la population ayant fait des études supérieures, 2001<sup>1</sup>



1. Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage des 25-34 ans ayant fait des études tertiaires.  
Source : OCDE, *Regards sur l'éducation*.

est faible, le système éducatif privilégie les formations postsecondaires sans diplôme universitaire, et le taux de scolarisation dans ce secteur est assez élevé en République tchèque. De plus, jusqu'à ces derniers temps, l'enseignement universitaire a été axé sur les programmes conduisant à des diplômes du niveau de la maîtrise et non sur des programmes ordinaires plus courts.

### ***La situation socio-économique de la population tzigane ne s'améliore pas***

La population tzigane, généralement considérée comme étant moins nombreuse en République tchèque que dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, n'en constitue pas moins une minorité ethnique importante. On ne dispose pas d'estimations démographiques précises, car les membres de la communauté tzigane ne se signalent généralement pas comme tels sur les questionnaires des recensements : ainsi, 11 000 personnes seulement ont déclaré être d'origine tzigane lors du recensement de 2001, alors que d'après les estimations des experts, elles seraient entre 100 000 et 300 000 (entre 1 et 2 pour cent de la population totale)<sup>12</sup>.

La population tzigane rencontre de graves problèmes d'intégration, et elle est souvent en butte à la pauvreté et à l'exclusion sociale<sup>13</sup>. Peu instruits et généralement cantonnés dans des emplois non qualifiés, les Tziganes ont beaucoup souffert de la transition économique, en particulier du fait des restructurations et fermetures d'entreprises appartenant auparavant à l'État. Beaucoup d'entre eux ont eu du mal à réintégrer le marché du travail et se trouvent aujourd'hui dans un état de dépendance chronique à l'égard de l'aide sociale. À cela s'ajoutent des problèmes de logement, un accès très limité aux services sociaux et publics (notamment dans le domaine de la santé) et un long passé de discriminations et d'isolement par rapport à la majorité de la population (Ringold *et al.*, 2003). Ces questions sont examinées plus en détail au chapitre 5.

### ***Les immigrants jouent un rôle croissant sur le marché du travail***

Les immigrants jouent un rôle de plus en plus important sur le marché du travail de la République tchèque, et les questions que soulève cette situation, ainsi que les problèmes migratoires qui se posent maintenant au pays en tant que membre de l'UE, reçoivent davantage d'attention. Aux termes d'un accord spécial sur les mouvements de main-d'œuvre, la République tchèque et la Slovaquie partagent le même marché du travail, ce qui contribue à atténuer les déséquilibres, la première affichant généralement plus d'entrées que de sorties. En outre, dans les entreprises financées par l'IDE, les travailleurs étrangers hautement qualifiés ont fourni beaucoup de cadres et de personnel spécialisé. Par ailleurs, un nombre de plus en plus important de travailleurs venus de pays plus à l'est, notamment d'Ukraine, attirés par des conditions d'emploi et de rémunération assez favorables, arrivent dans le pays où ils occupent en règle générale les pos-

tes les moins qualifiés. Jusqu'à présent, la politique migratoire tchèque a été régie par la prudence, avec un système de permis liés au travail, plutôt que des autorisations de séjour à caractère général. En outre, le statut de résident permanent ou la citoyenneté tchèque sont assez difficiles à obtenir : les périodes de séjour exigées sont particulièrement longues, même au regard des critères européens. L'une des tâches fondamentales sera donc de bâtir, dans le domaine migratoire, un système plus cohérent qui tienne compte du rôle grandissant des immigrés. Dans le cas de la République tchèque, la prudence en matière d'immigration n'est pas nécessairement le meilleur principe à suivre étant donné la diminution et le vieillissement de la population. Ces diverses questions sont examinées dans un chapitre spécialement consacré aux migrations (chapitre 6).

### **Autres aspects de l'action publique : l'environnement**

Les questions liées à la pollution de l'air et aux émissions de gaz à effet de serre sont examinées au chapitre 7 – dans le contexte des examens par pays sur le thème du développement durable. Quand le processus de transition vers l'économie de marché a été engagé, au début des années 90, la qualité de l'air en République tchèque laissait à désirer. Des améliorations notables ont eu lieu depuis lors, mais dans le cas de certains polluants comme le dioxyde de soufre et le dioxyde d'azote, les niveaux d'émission restent élevés en comparaison des autres pays, et ils continuent de poser des problèmes liés à l'acidification des sols, au smog et à l'ozone dans certaines régions. De même, les émissions de gaz à effet de serre ont considérablement diminué, mais elles restent élevées au regard des normes internationales, même si les estimations officielles laissent penser que les objectifs fixés dans le protocole de Kyoto seront néanmoins atteints.

## Notes

1. À noter que les statistiques du PIB de la République tchèque ont été récemment révisées. Il en est résulté des modifications notables du PIB nominal, mais les variations de la croissance du PIB réel sont relativement faibles (annexe I.A1).
2. Dans quelques autres pays, l'adhésion à l'euro a entraîné une baisse des taux d'intérêt réels en raison de la réduction du niveau et de la volatilité de l'inflation, mais dans la République tchèque l'inflation est déjà assez faible et les taux d'intérêt réels très proches de ceux de la zone euro, de sorte qu'il ne faut probablement pas attendre de nouveaux gains substantiels liés à un contexte de faible inflation.
3. C'est à Andrew Rose (Berkeley) que l'on doit l'initiative des études effectuées récemment sur le lien entre monnaie commune et échanges. Dans ses premiers travaux, ce chercheur a montré que les petites économies qui ont adopté la monnaie d'un grand pays, par exemple le dollar des États-Unis, la livre sterling ou le franc français, affichent un volume d'échanges environ trois fois plus important que les autres. Accueillis avec un certain scepticisme, ces résultats n'ont toutefois pas été fondamentalement remis en cause par les principaux arguments de la critique. En outre, des observations analogues (quoique moins spectaculaires pour la plupart) ont été faites dans d'autres pays ayant adhéré à une monnaie commune. Andrew Rose vient de publier une synthèse de ses travaux empiriques (Rose et Stanley, 2004).
4. Cette hypothèse a été confirmée par les faits observés dans le cas de l'Autriche (Hochreiter et Winckler, 1995).
5. Selon la dernière évaluation du « Rapport de Cardiff » sur l'économie tchèque, le PIB tchèque par habitant représentera 69.9 pour cent du PIB moyen de l'UE-25 en 2004 (Commission européenne, 2004). Les calculs de l'OCDE sur la base des parités de pouvoir d'achat situent le PIB tchèque par habitant à 59 pour cent de celui de la zone euro et à 42 pour cent de celui des États-Unis.
6. Une étude économétrique récente des déterminants des flux d'IDE publiée dans la série des CNB *Working papers* illustre l'importance de la stabilité macroéconomique pour les flux d'investissements (Kral, 2004).
7. D'après une enquête portant sur plusieurs pays, 16 pour cent seulement des Tchèques affirment qu'ils seraient prêts à déménager s'ils n'avaient pas d'emploi là où ils habitent et qu'on leur en offrirait un ailleurs, contre 19 pour cent des Hongrois, 25 pour cent des Néerlandais et 39 pour cent des Britanniques (Flek et Vecernik, 2004).
8. Depuis 1993, le nombre de chômeurs âgés de 15 à 19 ans est en fait resté à peu près constant, alors que l'emploi a considérablement diminué. Dans la catégorie des chômeurs de 15-24 ans, plus de la moitié sont au chômage depuis plus de 6 mois.
9. Chez les jeunes de 20 ans et plus, la situation du chômage est moins exceptionnelle par rapport à ce que l'on observe dans les autres pays. À titre d'exemple, le taux de

chômage atteint 13-14 pour cent dans la catégorie des 20-24 ans, ce qui correspond à peu près à la moyenne de l'OCDE.

10. Les calculs de l'OCDE sur l'offre potentielle de travail supposent que le chômage peut être ramené à 5 pour cent et le taux d'activité porté au troisième rang le plus élevé de la zone OCDE (OCDE, 2003b).
11. L'analyse des pénuries de personnel qui est faite dans l'étude de l'Observatoire national de l'emploi et de l'éducation et du Fonds national pour la formation s'appuie sur des enquêtes menées auprès des entreprises, des services de l'emploi et des bureaux de placement, sur le dépouillement des petites annonces et sur une étude que CzechInvest a réalisée auprès d'investisseurs tchèques et étrangers dans l'industrie manufacturière.
12. À l'époque communiste, les recensements ne comportaient pas de questions sur l'origine ethnique, mais les agents qui ramassaient les questionnaires avaient l'habitude de mettre une marque sur ceux qui avaient été remplis par des personnes « ayant l'apparence physique ou le mode de vie des Tsiganes ». En 1980, la minorité tzigane était ainsi estimée à 89 000 personnes, soit 0,9 pour cent de la population totale.
13. La communauté tzigane « tchèque » d'origine (environ 5 000 personnes) a été presque entièrement liquidée au cours de la Seconde guerre mondiale. Après la guerre, beaucoup de Tziganes venant de Hongrie, de Roumanie et de Slovaquie orientale sont arrivés, souvent involontairement, à la frontière tchèque évacuée par les Allemands et ont afflué vers les zones industrielles de Bohême et de Moravie. Une autre migration à partir de la Slovaquie orientale s'est produite dans les années 60.

## Bibliographie

Banque nationale tchèque (2004), *Inflation Report, July 2004*, Prague.

Commission européenne (2004), *Czech Republic, National Report on Reforms of Product and Capital Markets (Rapport de Cardiff)*, octobre 2004, Bruxelles.

Flek, V. et J. Vecernik (2004), Labour Market in the Czech Republic: Trends, Policies and Attitudes, in: V. Flek (dir. publ.), *Anatomy of the Czech Labour Market: From Over-employment to Under-employment in Ten Years?*, Banque nationale tchèque, Prague.

Hochreiter, E. et G. Winckler (1995), The Advantages of Tying Austria's Hands: The Success of the Hard Currency Strategy. *European Journal of Political Economy*, Vol. 11, mars, pp. 83-111.

Kral, P. (2004), « Identification and Measurement of Relationships Concerning Inflows of FDI: The Case of the Czech Republic », *Czech National Bank Working Paper Series*, 5/2004.

Micco, A., E. Stein, et G. Ordoñez (2003), « The Currency Union Effect on Trade: Early Evidence from EMU », *Economic Policy*, pp. 316-356.

Observatoire national de l'emploi et de l'éducation et Fonds national pour la formation (2003), *Identifikace Nedostatku Kvalifikací Na Českém Trhu Práce* (Identification des pénuries de qualifications sur le marché du travail tchèque), Prague.

OCDE (2003a), *Études économiques de l'OCDE. République tchèque*, OCDE, Paris.

OCDE (2003b), *Perspectives de l'emploi*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *Examens territoriaux de l'OCDE. République tchèque*, OCDE, Paris.

Ringold, D., M.A. Orenstein et E. Wilkens (2003), « Roma in an Expanding Europe – Breaking the Poverty Cycle », Banque mondiale.

Rose, A. et T.D. Stanley (2004), « A Meta-Analysis of the Effect of Common Currencies on International Trade », *NBER Working Paper*, n° 10373, mars.

*Annexe 1.A1***Révision récente des statistiques du PIB**

Les autorités ont procédé récemment à une révision des comptes nationaux afin de les harmoniser avec la législation de l'UE. Les séries relatives au PIB réel et à ses composantes recalculées sur une base trimestrielle et annuelle depuis 2001 ont été publiées à la fin du printemps de cette année, suivies, au cours de l'été, de données plus anciennes également révisées.

Dans les séries révisées, le PIB nominal est d'environ 6 à 8 pour cent supérieur aux chiffres précédents. Parmi les changements apportés, les dépenses au titre des services de logement sont calculées selon une nouvelle méthode utilisant le coût d'usage, et en ce qui concerne la consommation de capital fixe dans les services non marchands, par exemple les actifs du secteur des transports routiers, les actifs ne sont plus comptabilisés au coût d'acquisition mais au coût de remplacement. En outre, la révision a intégré les mises à jour apportées au registre des sociétés, qui compte désormais un plus grand nombre d'unités en activité.

En termes de croissance globale du PIB réel, les chiffres rectifiés ne sont guère différents des précédents, mais les composantes de la croissance ont changé. Ainsi, les nouvelles données réévaluent à la baisse la croissance de la consommation et à la hausse celle de l'investissement au cours de l'année écoulée.

## Glossaire

<b>ARP</b>	Agence pour le développement des entreprises
<b>a.s</b>	Société par actions
<b>BCE</b>	Banque centrale européenne
<b>CBMT</b>	Cadre de budgétisation à moyen terme
<b>CEZ</b>	Compagnie tchèque d'électricité
<b>CKA</b>	Agence tchèque de consolidation
<b>CNB</b>	Banque nationale tchèque
<b>COV</b>	Composés organiques volatils
<b>CPATLD</b>	Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance
<b>CSSD</b>	Parti social-démocrate tchèque
<b>CzechIndustry</b>	Agence pour le développement de l'industrie
<b>CzechInvest</b>	Agence pour l'investissement étranger
<b>CZSO</b>	Office statistique tchèque
<b>EES</b>	Évaluation environnementale stratégique
<b>EIE</b>	Étude d'impact sur l'environnement
<b>EURES</b>	Services européens de l'emploi
<b>FNM</b>	Fonds pour la propriété de l'État
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger
<b>IPC</b>	Indice des prix à la consommation
<b>KDU-CSL</b>	Parti chrétien-démocrate
<b>KOB</b>	Banque de consolidation
<b>LPE</b>	Législation relative à la protection de l'emploi
<b>MCE II</b>	Mécanisme de change européen II
<b>NMS</b>	Niveau minimum de subsistance
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PAMT</b>	Politique active du marché du travail
<b>PECO</b>	Pays d'Europe centrale et orientale
<b>PIRLS</b>	Programme international en matière de lecture
<b>PISA</b>	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PPA</b>	Parité de pouvoir d'achat
<b>R-D</b>	Recherche et développement
<b>SCN</b>	Système de comptabilité nationale
<b>SEC95</b>	Système européen de comptes économiques intégrés
<b>SFP</b>	Statistiques de finances publiques
<b>SME</b>	Système monétaire européen
<b>SZDC</b>	Administration de l'infrastructure ferroviaire

**TEMI**  
**TI**  
**TIC**  
**TVA**

Taux effectif moyen d'imposition  
Technologies de l'information  
Technologies de l'information et des communications  
Taxe sur la valeur ajoutée

# Table des matières

<b>Résumé</b>	8
<b>Évaluation et recommandations</b>	11
<b>1. Situation et enjeux économiques</b>	25
La croissance s'accélère	25
Les conditions monétaires sont satisfaisantes	29
Politique budgétaire et réforme des dépenses publiques	29
Des mesures pour faciliter l'entrée dans la zone euro	33
Améliorer la politique à l'égard des entreprises	35
Améliorer le redéploiement de la main-d'œuvre	38
Autres aspects de l'action publique : l'environnement	42
Notes	43
Bibliographie	45
<i>Annexe 1.A1. Révision récente des statistiques du PIB</i>	46
<b>2. Politique budgétaire et réforme des dépenses publiques</b>	47
Déficits enregistrés en 2003 et 2004	49
Le programme de réforme budgétaire améliore les procédures budgétaires et s'attaque au déficit	52
Autres questions liées à la réforme des dépenses publiques	70
Administration électronique	71
Le rôle des administrations infranationales dans la politique budgétaire	71
Notes	76
Bibliographie	79
<i>Annexe 2.A1. Progrès de la mise en œuvre des propositions de réforme budgétaire de 2003</i>	80
<i>Annexe 2.A2. Données de base sur les comptes publics</i>	84
<i>Annexe 2.A3. Comptes des administrations publiques</i>	91
<b>3. Comment entrer dans la zone euro dans de bonnes conditions</b>	95
La stratégie tchèque pour l'adoption de l'euro est solide	95
Il sera difficile de respecter les critères de Maastricht	99
Notes	106
Bibliographie	107
<i>Annexe 3.A1. Les critères de Maastricht pour l'entrée dans la zone euro</i>	108
<i>Annexe 3.A2. Déclaration de la banque nationale tchèque sur le critère de taux de change</i>	110

<b>4. Améliorer la politique à l'égard des entreprises</b>	111
Les restructurations d'entreprises se heurtent à un environnement juridique inadapté	112
Les dispositifs de soutien ciblé en faveur des entreprises sont très répandus	119
Les positions dominantes sont courantes dans les industries de réseau	126
Notes	132
Bibliographie	135
<i>Annexe 4.A1.</i> Inscription d'une société au registre du commerce	136
<i>Annexe 4.A2.</i> Mesures ciblées destinées à attirer l'IDE : leçons à tirer de l'expérience internationale	138
<i>Annexe 4.A3.</i> Les registres de crédit des entreprises	139
<i>Annexe 4.A4.</i> Réglementation des industries de réseau	140
<b>5. Améliorer le redéploiement de la main-d'œuvre</b>	143
Remédier aux pièges de l'inactivité et accroître la mobilité	147
Le coin fiscal est trop élevé	163
La législation relative à la protection de l'emploi est inégale	164
Formation des salaires	167
L'acquisition de qualifications et l'éducation ne réagissent pas suffisamment à l'évolution de la demande du marché du travail	168
L'intégration de la population tzigane devrait recevoir une priorité plus élevée	171
Notes	177
Bibliographie	180
<i>Annexe 5.A1.</i> Dépenses de protection sociale	182
<i>Annexe 5.A2.</i> Taux de compensation pendant le chômage	183
<i>Annexe 5.A3.</i> Calcul des indemnités de maladie	185
<i>Annexe 5.A4.</i> Procédures administratives de préavis et de licenciement	186
<b>6. Politique d'immigration : faire face aux besoins engendrés par le vieillissement de la population active</b>	189
Historique des mouvements migratoires : vers une libre circulation de la main-d'œuvre	189
Une politique d'immigration en gestation	196
L'impact économique de l'immigration est très probablement positif, mais il est difficile de le quantifier	203
L'émigration devrait rester faible	212
Conclusions et recommandations en vue d'une politique d'immigration plus ciblée	218
Notes	222
Bibliographie	224
<b>7. Questions environnementales pour un développement durable</b>	227
Changement climatique	227
7.1. L'intégration des politiques relatives aux différentes dimensions du développement durable	228
Pollution atmosphérique	236
Notes	244
Bibliographie	245
Glossaire	247
<b>Encadrés</b>	
1.1. La situation politique	26
1.2. Prévisions économiques de l'OCDE, automne 2004	27
1.3. Structure du secteur des entreprises en République tchèque	37
2.1. Évaluation de la politique budgétaire et de la réforme des dépenses publiques	48
2.2. Comptes budgétaires publics	50

3.1.	Évaluation de la politique concernant l'entrée dans la zone euro	96
3.2.	Calendrier de la procédure d'évaluation pour l'entrée dans la zone euro	98
3.3.	Le régime de ciblage de l'inflation mis en place par la Banque nationale tchèque	101
4.1.	Analyse de l'environnement dans lequel opèrent les entreprises	113
4.2.	Soutien ciblé en faveur des industries manufacturières et de certaines activités de services	121
4.3.	Soutien aux petites et moyennes entreprises (PME)	124
5.1.	Évaluation de l'action menée et recommandations pour le marché du travail et les qualifications de la main-d'œuvre	144
5.2.	Le système de protection sociale	147
5.3.	La nouvelle loi sur l'emploi	151
5.4.	Politiques actives du marché du travail	161
5.5.	Protection de l'emploi : modification de la législation	167
6.1.	Évaluation de la politique migratoire : effets des migrations sur l'économie	190
6.2.	Statistiques des flux migratoires	192
6.3.	Législation et procédures en matière d'immigration	198
6.4.	Projet pilote relatif à la sélection active de travailleurs étrangers qualifiés	201
6.5.	Régime des travailleurs tchèques dans l'UE à 15 durant la période transitoire	214
7.1.	L'intégration des politiques relatives aux différentes dimensions du développement durable	228

## Tableaux

2.1.	Effets des mesures côté recettes sur le budget de l'État, selon les <i>Perspectives budgétaires</i> 2004-2006	56
2.2.	Incidence des mesures côté dépenses sur le budget de l'État, selon les <i>Perspectives budgétaires</i> 2004-2006	56
2.3.	Principales sources restantes de recettes de privatisation	60
2.4.	Indicateurs de résultats : viabilité des revenus des retraités	61
2.5.	Coût des retraites par rapport au PIB	65
2.6.	Principales caractéristiques des finances publiques aux trois échelons d'administration	72
2.A2.1.	Fonds extrabudgétaires	87
2.A2.2.	Garanties et engagements hors budget	88
2.A3.1.	Comptes de trésorerie ajustés des administrations publiques, 2000-2004, en pourcentage du PIB	92
2.A3.2.	Comptes de trésorerie ajustés des administrations publiques, 2000-2004	93
3.1.	Le respect des critères de Maastricht : problème de calendrier	98
4.1.	Tarifs de l'opérateur historique pour les appels locaux et à longue distance	128
4.2.	Tarifs du haut débit : comparaison des meilleures offres en 2003 avec un débit descendant de 512 Kbps	129
4.3.	Ouverture des marchés de l'énergie	131
4.A1.1.	Étapes de l'inscription au registre du commerce	137
5.1.	Aide aux foyers à faible revenu et prestations familiales	148
5.2.	Définition du niveau minimum de subsistance (NMS) et des critères de ressources pour l'assistance aux foyers à faible revenu	150
5.3.	Taux effectifs moyens d'imposition (TEMI) pour les personnes passant d'un chômage à plein-temps à un emploi à plein-temps	153
5.4.	Régimes d'invalidité	157
5.5.	Barème de cotisations à la sécurité sociale et à l'assurance-maladie	163
5.A1.1.	Dépenses de protection sociale, 2003	182
5.A2.1.	Taux de compensation nets pour une personne seule durant la période initiale de chômage	183
5.A2.2.	Taux de compensation nets pour les bénéficiaires à faible revenu	184
5.A3.1.	Calcul des indemnités de maladie	185
5.A4.1.	Procédures administratives de préavis et de licenciement	186
6.1.	Résidents tchèques dans certains pays de l'OCDE, début des années 2000	193
6.2.	Répartition de l'emploi, 2003	205

6.3. Niveau d'instruction des travailleurs d'Europe centrale et orientale	209
6.4. Régime des travailleurs tchèques dans l'UE à 15 au cours des deux premières années de la période transitoire	215
6.5. Intentions d'émigration dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, avril 2002	217
6.6. Intentions d'émigration en République tchèque (en pourcentage de la population de 18-59ans)	217
7.1. Indicateurs de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES), grammes d'équivalent CO <sub>2</sub> par \$PPA de PIB	229
7.2. Emissions de GES et indicateurs sectoriels	230
7.3. Projections des émissions de GES, scénario de référence et scénario de forte croissance	232
7.4. Principaux indicateurs : pollution atmosphérique	238

## Graphiques

1.1. Croissance de la production	28
1.2. Durée de la période de rattrapage	28
1.3. Inflation et taux d'intérêt	30
1.4. Tendances du déficit budgétaire et des dépenses et recettes publiques	31
1.5. Déficit prévus et effectifs du budget de l'Etat	32
1.6. Coin fiscal moyen supporté par un célibataire, 2003	32
1.7. Pourcentage d'augmentation de dépendance économique des personnes âgées de 2020	34
1.8. Utilisation de la main-d'œuvre	38
1.9. Pourcentage de la population ayant fait des études supérieures, 2001	40
2.1. Objectifs de déficit dans les <i>Perspectives budgétaires</i> du ministère des Finances pour 2003-2006 et 2005-2007	53
2.2. Évolution du coût des pensions de vieillesse par rapport au PIB, comparaison internationale	63
2.3. Taux de remplacement global assuré par les retraites sur la période 1988-2001	64
3.1. Les critères budgétaires de Maastricht et les ambitions du Programme de convergence 2004	100
3.2. Taux de référence pour le critère d'inflation de Maastricht	102
3.3. Fourchette de 2.25 pour cent et évolution passée des taux de change	105
4.1. Nombre de procédures de faillite engagées et réglées	115
4.2. Dépenses téléphoniques annuelles des petites entreprises, mai 2004	128
5.1. Sources du revenu mensuel des familles en chômage de longue durée, 2004	152
5.2. Gains bruts et revenu net, données mensuelles, 2003	154
5.3. Répartition des dépenses au titre des politiques actives du marché du travail, 2003	160
5.4. Rigueur de la législation relative à la protection de l'emploi, 2003	165
5.5. Coût des licenciements en fonction de l'ancienneté, 2003	166
5.6. Part de la population suivant des programmes d'enseignement à temps plein	169
6.1. Flux migratoires des Tchèques, des Slovaques et des ressortissants d'autres pays	193
6.2. Ressortissants de pays d'Europe centrale et orientale résidant dans des pays occidentaux de l'UE	194
6.3. Résidents étrangers par type de visa, 1992-2003	195
6.4. Principaux pays d'origine des résidents étrangers	195
6.5. Étrangers travaillant en République tchèque, par type de permis	197
6.6. Migrations et incitations à émigrer en République tchèque à partir de la Slovaquie	206
6.7. Structure de qualification des emplois des titulaires d'un permis de séjour temporaire, par principal pays d'origine, 2003	208
6.8. Emplois supplémentaires nécessaires pour stabiliser le rapport population âgée/salariés	212
6.9. Rémunération brute annuelle moyenne en Allemagne et en République tchèque	213
7.1. Intensité des émissions de polluants atmosphériques classiques à la fin des années 90	240
7.2. Émissions de polluants atmosphériques sur la période 1990-2000	240
7.3. Objectifs fixés par la Convention de la CEE-ONU sur la pollution atmosphérique à longue distance et situation en 2000	241

## STATISTIQUES DE BASE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, 2003

### LE PAYS

Superficie (1 000 km <sup>2</sup> )	79	Villes principales, 31.12.2002 (1 000 habitants)	
Agriculture, 2002 (%)	54	Prague	1 187
Forêt, 2002 (%)	34	Brno	387
		Ostrava	315

### LA POPULATION

Population (1 000)	10 211	Emploi (1 000)	4 698
Densité au km <sup>2</sup>	129	Agriculture (%)	5
Accroissement naturel de la population (1 000)	-18	Industrie (%)	40
Migration nette (1 000)	26	Services (%)	56

### LE GOUVERNEMENT

Consommation publique (% du PIB)	24	Chambre des députés, Mars 2003	Sièges
Recettes totales du secteur public (% du PIB)	42	Parti social démocrate tchèque	70
Dette publique, définition des comptes nationaux (% du PIB)	37	Parti démocratique civique	58
		Parti communiste	41
		Union pour la liberté/Union démocrate chrétienne	31
		- Coalition de la Parti Populaire	
		Total	200

### LA PRODUCTION

PIB, prix courants (billion CZK)	2 551	Origine de la valeur ajoutée (%)	
PIB par habitant (USD, prix courants)	8 864	Agriculture	3
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	27	Industrie	38
		Services	59

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et de services (% PIB)	62	Importations de biens et de services (% PIB)	65
Principales exportations (% du totales de marchandises)		Principales importations (% du totales de marchandises)	
Machines et matériel de transport	50	Machines et matériel de transport	43
Produits manufacturés	35	Produits manufacturés	31
Produits chimiques	12	Produits chimiques	11

### LA MONNAIE

Unité monétaire : Koruny tchèque		Unités monétaires par euro	
Unités monétaires par dollar, 2003	28.13	Année 2003	31.84
		Août 2004	31.63

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

## Résumé

Après son adhésion à l'Union européenne, le principal impératif de la République tchèque est de renforcer ses perspectives de croissance. À l'heure actuelle, le potentiel de croissance est légèrement supérieur à 3 pour cent, ce qui implique un rythme modéré de rattrapage du niveau de vie dans l'UE et ailleurs. Des objectifs plus ambitieux sont possibles sur le front de la croissance, et il est heureux que le programme du nouveau gouvernement en tienne compte. Cette *Étude* fait ressortir quatre grands défis.

### Assainir les finances publiques

L'assainissement budgétaire est le problème majeur de la politique macroéconomique. Il s'impose non seulement pour faire face au vieillissement et modérer la charge fiscale mais aussi pour remplir les conditions d'entrée dans la zone euro. Un programme judicieux de réformes budgétaires a été mis en route, qui prévoit notamment un système de plafonds de dépenses globaux pluriannuels et d'importantes coupes dans les dépenses. Cependant, jusqu'ici, ce sont surtout des mesures d'accroissement des recettes qui ont été mises en œuvre et les mesures prises du côté des dépenses n'ont pas encore pleinement porté leurs fruits. Les efforts déployés pour obtenir un large consensus politique sur la réforme des retraites sont certes louables, mais il faut souligner que, quelle que soit la réforme qui sera finalement appliquée, elle devra générer des économies budgétaires considérables. Tandis que la réforme des soins de santé doit aussi induire des économies, les propositions concrètes se font attendre dans ce domaine. Pour faciliter l'évaluation de la position budgétaire réelle, les fonds extra-budgétaires doivent être plus étroitement intégrés dans les procédures générales de budgétisation du secteur public. En outre, la décentralisation accrue des services publics rend d'autant plus nécessaires les bonnes pratiques budgétaires et la transparence dans les administrations régionales et municipales.

### Réussir l'entrée dans la zone euro

La Banque centrale et le ministère des Finances ont formulé une stratégie transparente pour l'entrée dans la zone euro, qui prévoit de minimiser la durée du passage dans le MCE II. Des rapports annuels évalueront les conditions économiques au regard des critères de Maastricht et une demande d'entrée dans le MCE II ne sera présentée que si la probabilité d'un premier examen positif par les autorités de l'UE est forte. L'objectif de 3 pour cent retenu pour l'inflation en vue de l'entrée dans la

zone euro se justifie dans une optique à moyen terme. Peut-être sera-t-il cependant difficile d'expliquer comment cet objectif peut se concilier avec le critère de Maastricht pour la stabilité des prix. Les autorités tchèques devront donc *apporter une grande attention à la façon dont les critères de Maastricht sont interprétés et appliqués par la Commission européenne et la BCE et adapter leur stratégie de communication en conséquence.*

### **Créer un climat plus propice à l'entreprise**

Le rattrapage du niveau de vie devra provenir pour l'essentiel d'une stimulation des gains de productivité. Cela suppose une réallocation plus rapide des ressources entre les entreprises et une croissance plus vigoureuse de la productivité dans l'entreprise. Alors que la République tchèque se montre très compétitive pour attirer l'investissement direct étranger, sa politique envers les entreprises peu performantes et les jeunes entreprises présente des carences, ce qui a pour effet de freiner les entrées et sorties. Les procédures de faillite sont lourdes, souvent très longues et se soldent généralement par la liquidation d'entreprises parfois dépouillées de leurs actifs. Des réformes sont programmées de longue date, et il est heureux de constater qu'une nouvelle législation semble finalement se mettre en place. Cette législation entend renforcer le rôle des créanciers, accélérer les procédures et favoriser les concordats. De même, les initiatives visant à simplifier l'inscription au registre du commerce sont tout à fait opportunes et devraient être mises en œuvre dès que possible. Le climat général des affaires souffre aussi des problèmes posés par la concurrence dans les industries de réseau, le coût de certains services, notamment l'Internet, étant supérieur à la moyenne internationale.

### **Améliorer le fonctionnement du marché du travail**

La mobilité professionnelle et géographique est faible. L'extension administrative des conventions collectives en matière de salaires, la stricte législation relative à la protection de l'emploi concernant les licenciements individuels, le contrôle des loyers, les sérieux pièges de la pauvreté (notamment pour les familles) et l'existence d'un coin fiscal élevé ont contribué à un très important chômage de longue durée. La population tzigane est particulièrement touchée à cet égard. Les migrations atténuent dans une certaine mesure les rigidités du marché du travail, les Slovaques comblant les vacances d'emplois qualifiés et les ressortissants d'autres pays d'Europe de l'Est (Ukrainiens pour la plupart) occupant les emplois non qualifiés qui n'intéressent pas les ressortissants tchèques. La lutte contre le chômage appelle des mesures sur un large front, et tout spécialement une réforme du système de prestations sociales parallèlement à une réduction du coin fiscal et à un assouplissement de la législation relative à la protection de l'emploi. L'exclusion économique et sociale généralisée des Tziganes doit retenir davantage l'attention, notamment dans le système éducatif. Une politique d'immigration moins restrictive est nécessaire pour remédier à des problèmes immédiats tels que les incohérences concernant la délivrance des permis de travail et pour faire en sorte que les compétences des immigrants correspondent mieux aux besoins des employeurs tchèques.

*Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.*

•

*La situation économique et les politiques de la République tchèque ont été évaluées par le Comité le 11 octobre 2004. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 28 octobre 2004.*

•

*Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Philip Hemmings, Ann Vourc'h, Dana Hajkova et Boris Cournede sous la direction de Andreas Wörgötter.*

•

*L'Étude précédente de la République tchèque a été publiée en avril 2003.*



Extrait de :  
**OECD Economic Surveys: Czech Republic 2004**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-cze-2004-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-cze-2004-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2005), « Situation et enjeux économiques », dans *OECD Economic Surveys: Czech Republic 2004*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-cze-2004-3-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-cze-2004-3-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).